

Ce que vous allez savoir

- La ville a dépensé l'argent qu'elle n'avait pas
- Une ville surendettée
- Des aides trop peu réfléchies
- Le développement économique longtemps négligé
- Notre ville enrichit les groupes privés
- Des budgets mal gérés, en cachette

Tableau
de bord de
notre dette
accumulée
Page 3

▲ **Extraits de l'audit rendu le 10 juillet 2007 par le cabinet Ressources Consultants Finances. L'ancienne municipalité ne l'a jamais présenté au Conseil municipal.**

Dans ces conditions, la Commune voit sa situation financière se dégrader fortement.

n'offrant à la commune aucune capacité d'endettement supplémentaire

En revanche, la Commune resterait dans une situation financière fragile.

Comment notre ville était-elle gérée ?

2001
2008

Madame, Mademoiselle, Monsieur,
Chères Argenteuillaises, chers Argenteuillais,

Vous êtes nombreux à vous intéresser aux finances de notre ville et vous avez raison. **Le budget d'Argenteuil se traduit par des impôts que vous payez et des services publics que vous utilisez.** Nous devons renforcer notre vigilance à l'heure de la crise économique et financière qui nous touche.

Depuis des mois, en même temps que nous prenions les premières initiatives urgentes pour les Argenteuillais, **nous avons travaillé pour connaître la véritable situation financière de notre ville.** Il le fallait avant de proposer le budget 2009 au Conseil municipal, à la fin de ce mois.

Cela n'a pas été simple. Aujourd'hui, **nous pouvons vous rendre compte de cet état des lieux.** Notre ville a depuis longtemps des finances fragiles. **De gros investissements ont été mal suivis.** Ils ont fini par coûter deux fois plus que prévu. L'État se défie. **Il finance les réductions d'impôt qu'il octroie en ne tenant pas ses engagements à l'égard des villes, dont Argenteuil.**

Nous avons travaillé pour connaître la véritable situation financière de notre ville.

Aujourd'hui, nous pouvons vous rendre compte de cet état des lieux.

Nous devons ensemble faire face à la réalité.

Dans ces 4 pages, nous vous présentons **des illustrations de ce que nous avons découvert en ouvrant les tiroirs, en poussant les portes, en soulevant les tapis...** J'ai conscience que cette transparence ne sera pas appréciée par tous. **Nous devons, ensemble, sans polémique inutile, faire face à la réalité.** Vous ne nous avez pas élus pour que nous vous cachions les choses mais pour affronter, avec vous, les difficultés.

Je vous assure de mon dévouement et de ma détermination.

Philippe Doucet

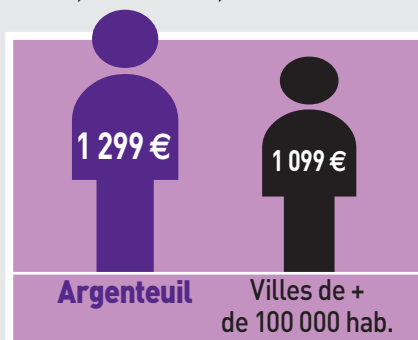
Maire d'Argenteuil
Président de la Communauté d'agglomération
d'Argenteuil-Bezons

Le désengagement de l'État frappe aussi Argenteuil
Page 4

La ville a dépensé l'argent qu'elle n'avait pas

Les dépenses publiques locales sont légitimes car elles permettent de vous rendre de vrais services, au quotidien. Mais elles doivent être encadrées, maîtrisées et surtout, en rapport avec les recettes. Ces dernières années, les dépenses courantes de la Ville (sans compter les investissements) ont augmenté de 5% par an en moyenne. Dans le même temps, les recettes ont augmenté de 1,5%. **A la fin 2007, la Ville avait dépensé pour son fonctionnement courant 2,2 millions d'€ de plus que les recettes. Ces 2,2 millions ont été empruntés et il faut**

dra les rembourser. Il faut ajouter que le budget 2008 trouvé en mars présentait, une fois éliminées les recettes improbables, un déficit : 3,1 millions d'€ !

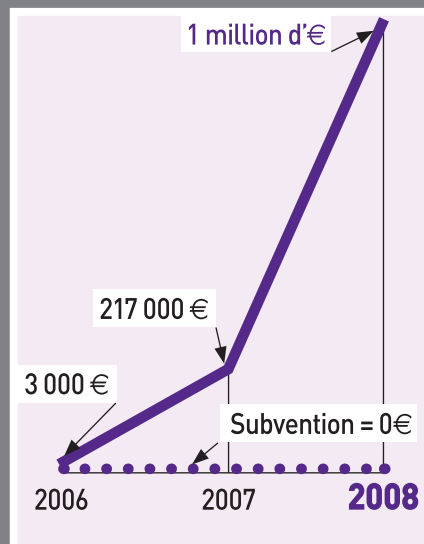


▲ *Dépenses de fonctionnement par habitant en 2007.*

Des aides trop peu réfléchies

Une ville comme la nôtre doit proposer des aides aux habitants, en fonction de critères connus de tous, pour répondre à leurs besoins. Ces aides, utiles, coûtent de l'argent. Il faut donc, quand on invente un nouveau dispositif, prévoir combien il va coûter au budget de la Ville, pendant combien années.

Cela n'a pas été fait au moment de la création de l'« AMAJE », en 2006. L'allocation municipale d'accueil du jeune enfant est versée aux familles pour les aider à payer la garde de leur petit enfant (assistante maternelle agréée ou garde à domicile). **En 2006, cette aide a coûté 3 000 €. En 2008, un peu plus d'1 million d'€ ! Et comme personne n'a vérifié si la commune pouvait toucher une subvention, ce million d'€ pèse entièrement sur notre budget.** Le résultat est que cela coûte, par en-



▲ *Evolution du coût de l'allocation municipale d'accueil du jeune enfant depuis sa création, en 2006*

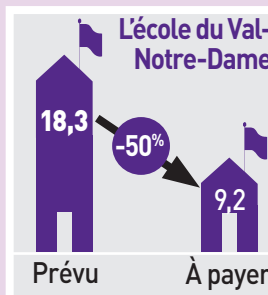
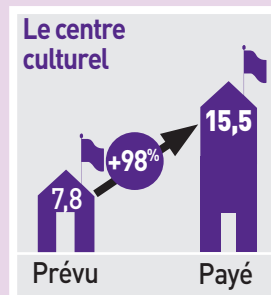
fant, deux fois ce que coûte une place en crèche collective. Voilà le résultat très concret d'une erreur de gestion.

Une ville surendettée et des investissements mal préparés et mal suivis

En 2006, la Ville a investi l'équivalent de 622 € par habitant. 2 fois plus que les villes comparables (en moyenne 333€ par habitant). On dit que c'est bien d'investir. Oui, sauf si on n'a pas les moyens d'assumer ses investissements. **Toujours en 2006, pour payer ces lourdes dépenses, la Ville a beaucoup emprunté aux banques et aux établissements financiers : 35 millions d'€... 3 fois plus que les villes comparables.**

Mais le pire, c'est que ces investissements ont été mal préparés. **Pour construire le centre culturel, par exemple, il avait été prévu de dépenser 7,8 millions d'€.**

Maintenant qu'il est achevé, on sait qu'il a coûté à la Ville et à la Communauté d'agglomération **15,5 millions d'€. Deux fois plus.** Il allait arriver la même chose pour la nouvelle école du Val-Notre-Dame. **Prévue en 2007, elle devait coûter 10,9 millions d'€.** Après l'attribution du marché et la révision des estimations, son prix s'élevait à 18,3 millions €. Le terrain choisi était pollué et inondable. **Le coût des travaux est alors monté à 18,3 millions d'€.** L'actuelle municipalité a cherché et trouvé **une solution moins cher pour remplacer ce projet ruineux** : construction d'une école maternelle et d'un centre de loisirs (6,6 millions d'€) et extension de l'école J.-J.-Rousseau (2,6 millions d'€).



▲ *Prix prévu et prix payé (en millions d'€) : 2 exemples de gestion de projets, avant et après mars 2008*

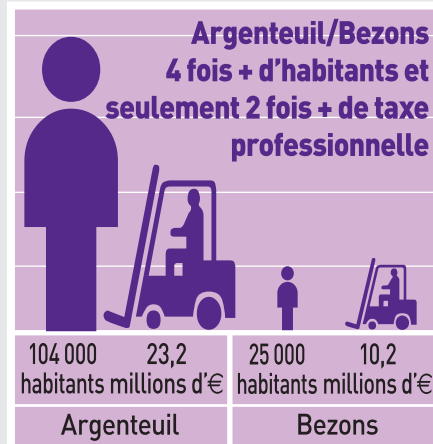
Les erreurs de gestion

Le développement économique longtemps négligé

Développer la ville, faire venir des entreprises pour qu'elles y installent leurs activités ça permet :

- de créer des emplois pour les Argenteuillais ;
- d'augmenter les recettes du budget municipal avec les impôts payés par ces entreprises.

Rien de sérieux n'a été fait en la matière à Argenteuil et la ville a pris énormément de retard : pas de dynamique économique autour des zones d'activités. Celles des Berges-de-Seine, du Val-d'Argent et de la gare se sont vidées en grande partie et cela a des conséquences négatives sur les finances de notre ville. **C'est le résultat de l'inaction des municipalités précédentes.** Les 20 millions d'€ de



▲ **Taxe professionnelle et nombre d'habitants en 2008.**

plus que devrait nous rapporter le tissu économique d'une ville de 100 000 habitants comme la nôtre manque cruellement au budget de la Ville.

Notre ville enrichit les groupes privés

Notre ville ne fait pas tout elle m ê m e .

Certains services sont confiés à des entreprises privées. Mais ce n'est pas parce qu'on fait travailler une entreprise qu'il faut accepter n'importe quel contrat pour augmenter les bénéfices de ces groupes privés. L'intérêt de la Ville, donc l'intérêt des Argenteuillais doit être défendu. Il faut regarder ce que l'on signe,

et mieux négocier les contrats. L'exemple suivant, le contrat de gestion du stationnement payant, vous semble-t-il normal ?

- L'entreprise touche 1,2 million d'€ par an payés par la Ville.
 - L'entreprise touche ce que chacun paye pour son stationnement.
 - La ville paye les ASVP chargés de verbaliser ceux qui ne payent pas.
- Ce contrat, très déséquilibré a été signé en 2006 pour une durée de 30 ans !



Tableau de bord de notre dette accumulée



▲ **Dette par habitant en 2002 et en 2008** + 17,7%



▲ **Durée de remboursement** + 7 ans

Des budgets mal gérés, en cachette

Le budget d'une ville, c'est un tableau de bord, pour savoir ce qu'on va dépenser dans l'année qui suit, pourquoi et à quel moment de l'année. C'est un document légal. Il doit être précis.

Il y a différents moyens pour faire croire qu'un budget est équilibré : on peut ne pas inscrire toutes les dépenses et inscrire des recettes plus importantes que celles qu'on attend. **On appelle ça un budget insincère.** On peut faire croire qu'on diminue la dette alors qu'on augmente le temps pendant lequel

cette dette coûtera au budget de notre ville. **On appelle ça de la poudre aux yeux.** Enfin, on peut faire de la cavalerie, c'est à dire retarder des dépenses et avancer des recettes.

Nous avons fini par découvrir tout cela dans les documents comptables et budgétaires d'Argenteuil. S'il s'agit d'oublis, ils sont grossiers et coupables. Si c'est un choix déterminé, c'est scandaleux.

• Dans le budget 2008 trouvé en arrivant, **les dépenses de personnel prévues étaient inférieures de 4 millions**

d'€ aux besoins mesurés par la direction des ressources humaines au même moment !

• Dans le budget 2008 **1 million d'€ de « créances irrécouvrables » accumulées depuis 2001** (de l'argent dû à la Ville et qu'elle ne récupérera pas) était inscrit en recette.

• Toujours dans ce budget 2008, **des millions d'€, correspondant à la vente de biens immobiliers de la Ville,** étaient inscrits en recette. **Mais la vente était loin d'être faite** et l'argent n'est toujours pas rentré.

Le désengagement de l'État frappe aussi Argenteuil

L'État prend 6 millions d'€ aux Argenteuillais



FACTURE

M. le Maire d'Argenteuil
Hôtel de ville
12-14 bd L. Feix
95100 Argenteuil

Facture du désengagement de l'État
à Argenteuil pour 2009 à 2013

Baisse de la compensation des
exonérations d'impôts
(Taxe professionnelle
et taxe foncière)

= 1 504 660 €

Baisse de la part garantie de
la dotation forfaitaire

= 1 080 251 €

Perte de la dotation de
solidarité urbaine (Loi Borloo)

= 1 734 744 €

Baisse de la Dotation
nationale de péréquation

= 1 767 118 €

soit 6 086 773 €

Connus à ce jour, avant suppression de la
taxe professionnelle

L'État attribue des subventions aux communes, selon un certain nombre de critères, pour lutter contre les inégalités territoriales. La situation d'Argenteuil n'est pas celle de Puteaux ou de Neuilly, par exemple. Et ce n'est pas de la faute des habitants. Mais, depuis des années, on voit bien que :

- de plus en plus de travail est confié aux communes, aux départements et aux régions ;
- de moins en moins d'argent est reversé aux communes qui en ont besoin pour effectuer ce que l'État ne fait plus.

C'est comme ça que le gouvernement finance, par exemple, le célèbre «paquet fiscal». Les annonces sur le non-paiement d'un tiers de l'impôt sur le revenu sera payé par les communes et les contribuables locaux. Curieuse réduction d'impôt en vérité.

